

Après l'élection présidentielle,

quelles perspectives pour le mouvement social ?

Lors de la campagne présidentielle, l'Union syndicale Solidaires n'a donné aucune consigne de vote, tout en soulignant que ce vote aurait des conséquences importantes sur la vie des salariés. Solidaires a rappelé ses principales revendications dans la plaquette « 2007, les vrais enjeux ». Entre les deux tours nous avons précisé que « si l'Union syndicale Solidaires ne peut se satisfaire du programme de Ségolène Royal, elle constate que celui de Nicolas Sarkozy est en totale contradiction avec les revendications qu'elle porte ». L'élection de Nicolas Sarkozy, acquise largement, place le mouvement syndical, et, plus largement, l'ensemble du mouvement social dans une situation nouvelle. Pour sa part l'Union syndicale Solidaires a décidé de lancer le débat pour mieux analyser ensemble les causes de cette situation, pour faire en sorte que nous sachions maintenant être capables de construire collectivement des résistances et des alternatives. C'est le sens de ce document, issu des travaux de son Comité national, que l'Union syndicale Solidaires met en débat dans le mouvement social et plus largement parmi les salariés.

Le tournant des années 1990

Le milieu des années 1990 voit une évolution notable dans les rapports de force mondiaux avec notamment l'apparition du mouvement altermondialiste sur la scène politique internationale lors de la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle à la fin de l'année 1999. Depuis le milieu des années 1990 les signes n'avaient pas manqué qui indiquaient un véritable tournant dans les mobilisations contre le néolibéralisme : 1994 au Chiapas, décembre 1995 en France, manifestation contre la dette des pays du Sud à Birmingham en 1998, manifestations européennes contre le chômage, victoire contre l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) en 1998, etc.

Ce tournant s'accompagne et s'explique par une remise en cause profonde des postulats du néolibéralisme. Alors que dans la période antérieure, la concurrence, les privatisations, etc apparaissaient aux yeux de la grande masse de la population comme des solutions pour résoudre les problèmes de l'humanité, ces idées sont fortement contestées et le néolibéralisme est mis idéologiquement sur la défensive. Sa force propulsive idéologique est en partie cas-

sée. La phase idéologique ouverte par les victoires de Thatcher et Reagan s'est en partie refermée.

Une situation contrastée

Ce constat ne signifie pas que les rapports de forces se soient inversés. L'offensive néolibérale continue et même s'aggrave, mais elle le fait dans une situation où la légitimité des mesures proposées est faible, voire inexistante, d'où la montée des résistances, et ce dans la plupart des pays. Cette situation explique, en France, le mouvement des retraites de 2003, celui sur le CPE de 2006 ou la victoire en 2005 contre le projet de TCE. Ces mouvements sont largement soutenus par les opinions publiques, ce qui n'est pas une garantie de victoire, mais est la preuve de l'impact limité des idées néolibérales dans la société.

Trois exemples parmi d'autres illustrent cette situation : en 2003, après plusieurs semaines de mobilisation et après l'approbation par la CFDT du plan Fillon, 66 % des Français approuvaient encore la poursuite du mouvement ; plus récemment, il y a quelques mois, un sondage indiquait qu'une forte majorité de Français était pour des hausses d'impôt, alors

même qu'une campagne contre « la hausse des prélèvements obligatoires » se déroulait dans les médias ; de même, si le non au TCE a recouper des motivations différentes, il est indéniable, contrairement à ce qui s'était passé au moment de Maastricht, que le poids dans la campagne des idées progressistes et anti-libérales a été déterminant.

Ce refus du néolibéralisme et de ses méfaits n'a pas pour autant permis que les mouvements sociaux soient en capacité d'ouvrir des perspectives nouvelles ou de peser durablement sur les politiques publiques. Essentiellement défensifs, ils parviennent quelques fois au mieux à mettre des coups d'arrêt, alors même que la hauteur des affrontements est considérable. Toute défaite, comme par exemple celle sur les retraites en 2003, a évidemment des conséquences sur les mobilisations ultérieures et sur la conscience qu'il est possible, ou pas, de résister. De ce point de vue, au contraire, la victoire du CPE, même à l'arraché, conforte l'idée qu'il est possible de gagner.

Cette capacité de résistance a empêché, malgré des reculs indéniables, que les politiques néolibérales puissent totalement s'imposer et produire pleinement leurs effets. Ainsi, par exemple, si la précarité a indéniablement augmenté depuis une trentaine d'années, l'emploi stable reste encore la forme d'emploi massivement dominante, d'où d'ailleurs les enjeux sur la question du contrat de travail. De même si les inégalités en matière de santé s'aggravent, la logique solidaire de la sécurité sociale est loin d'avoir été détruite.

La montée des angoisses et des peurs

Cependant, dans une société qui se délite et dans laquelle le futur apparaît de plus en plus incertain, les angoisses du lendemain, la peur de l'avenir servent de support à certains pour développer un discours xénophobe et nourrissent les demandes sécuritaires dans une partie de la population victime directe des politiques néolibérales. En l'absence de réponse anti-libérale alternative crédible, se développe donc une autre réponse centrée sur la demande d'ordre, le rejet des plus faibles, le repli identitaire et basée sur la recherche de boucs-émissaires.

De plus, les salariés stables, mais à la limite de la précarité, vivent dans l'angoisse permanente d'y tomber. Cette peur du déclassement affecte

par ricochet l'ensemble du salariat qui, de plus, craint ce sort pour ses enfants. Cette angoisse se couple d'un refus de l'assistanat qui s'explique essentiellement par la peur que le financement des mesures sociales prises en faveur des plus démunis repose sur les salariés ayant un emploi puisqu'un nouveau partage de la richesse produite n'est pas envisagé par les partis de gouvernement.

La présidentielle s'est déroulée dans une situation assez contradictoire : crise des idées néolibérales, mais angoisses profondes et forte demande d'ordre, capacités de résistances des salariés, mais incapacité à imposer de nouvelles orientations. Dans cette situation dominait cependant une idée centrale : « ça ne peut plus continuer comme cela ».

Cette idée était présente, pour des raisons différentes, dans tous les secteurs de la société : la classe dominante voulait en finir avec les « rigidités » de la société française, les salariés voulaient un changement de leur situation, les personnes âgées la garantie pour leurs retraites et de l'ordre dans la rue et la majorité de la population être protégée.

Le discours attrape tout de Nicolas Sarkozy

L'habileté de Nicolas Sarkozy est d'avoir tenu un discours capable de répondre à ces attentes. Il a réussi à être porteur de la « rupture » alors même qu'il était une pièce maîtresse du gouvernement précédent. Il est apparu comme un candidat antisystème alors même qu'il en est le pur produit. Il est apparu voulant défendre « la valeur travail » alors même qu'il défend les intérêts directs des plus grands groupes capitalistes français. Il a critiqué la construction européenne actuelle alors qu'il en a été un des promoteurs les plus ardents... Une étude d'opinion publiée par le journal *Le Monde* (02/05/07) indiquait d'ailleurs que 63 % des sondés pensaient que l'élection de Sarkozy ferait changer les choses alors que 59 % indiquaient que l'élection de Royal ne changerait rien à la situation actuelle.

La force de Nicolas Sarkozy a été d'être capable de réunir dans son discours des aspirations diverses et partiellement contradictoires. Il est significatif que la tonalité ultra-libérale de ses premiers discours ait été gommée au profit de déclarations couvrant un large spectre idéologique. Il a réussi ainsi dans le même mouve-

ment à siphonner les voix du FN, axant une partie importante de son discours sur l'identité nationale et l'immigration, tout en faisant des références à Jaurès et Blum et en se présentant lui-même comme un fils d'immigré. Il a réussi ainsi à capter une partie non négligeable du vote des classes populaires tout en s'assurant du soutien des classes dominantes. Nicolas Sarkozy a endossé les habits du « sauveur », celui certes des classes dominantes, qui malgré leurs efforts n'ont pas réussi à imposer totalement la purge néolibérale, et qui lui ont donné mandat pour la mener à bien, mais aussi celui d'une partie des classes populaires sensible à une rhétorique marquée par l'ordre et la sécurité et qu'il s'engageait à protéger.

Une gauche éclatée ou à la remorque

Si le discours de Sarkozy a pu avoir un tel impact, c'est avant tout au manque de consistance du projet de la candidate du PS et à l'éclatement de la gauche anti-libérale qu'il le doit. Cet éclatement n'a pas permis l'apparition d'une force politique anti-libérale crédible et audible, ce qui a conduit le vote anti-libéral de gauche à se transformer en vote utile dès le premier tour ou même à se reporter sur Bayrou. Ce dernier a fait une campagne antisystème, alors même que son programme économique et social était similaire à celui de Sarkozy. Il est apparu à un moment donné comme pouvant battre Sarkozy, ce qui lui a permis d'atteindre 18 % des voix alors même que le centre n'a jamais dépassé 8 % depuis 30 ans. Seule l'existence d'une alternative anti-libérale crédible aurait pu, par son programme, faire contrepoids au discours de Sarkozy et offrir un choix réellement différent.

Cela n'a pas été le cas avec le programme défendu par Ségolène Royal. Ainsi, que ce soit sur l'immigration et l'identité nationale ou sur les questions économiques et sociales, les propositions de la candidate du PS apparaissaient,

soit vides de contenu, soit à la remorque de celles de Nicolas Sarkozy reprenant le même vocabulaire sur « la valeur travail » par exemple et proposant de mettre un drapeau tricolore aux balcons le 14 juillet. Le débat du second tour entre Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy allait clairement confirmer ce fait. On y a vu Ségolène Royal obliger de s'aligner sur Sarkozy à propos de la régularisation au cas par cas des sans-papiers, dire qu'elle était pour une augmentation de la durée de cotisation et une « remise à plat » des régimes spéciaux, ne pas défendre les 35 heures...

Des chiffres significatifs

Une enquête de CSA apporte des renseignements intéressants sur le résultat électoral.

Nicolas Sarkozy est largement majoritaire chez les 25-29 ans (56 %) et à partir de la tranche des 40 ans (53 %) pour atteindre 63 % chez les plus de 75 ans.

Il est majoritaire chez les employés (53 %) mais minoritaire chez les ouvriers (47 %). Sur l'ensemble des salariés, Nicolas Sarkozy est majoritaire (51 %), mais avec une forte différenciation entre public et privé. Il est très minoritaire dans le secteur public (37 %) mais nettement majoritaire dans le secteur privé (55 %).

Enfin Nicolas Sarkozy est nettement majoritaire chez les sans-diplômes et jusqu'aux détenteurs de CAP et BEP. Il est nettement minoritaire à partir des votants ayant le niveau du Bac.

Ces chiffres sont certes à prendre avec prudence en raison de la faiblesse des échantillons représentatifs. S'ils ne correspondent pas à une vérité absolue, ils représentent cependant une tendance indéniable.

Ségolène Royal a été ainsi incapable de susciter une adhésion sur ses propositions. L'étude d'opinion citée plus haut indique que le vote pour Ségolène Royal a été essentiellement un vote de refus de Nicolas Sarkozy (56 %) alors que le vote pour ce dernier a été au contraire un vote d'adhésion (60 %).

Et maintenant ?

Elu avec une participation électorale exceptionnelle et un score sans appel, Nicolas Sarkozy va jouir d'une légitimité incontestable. Il sera donc tenté d'appliquer au plus vite - s'il remporte les législatives -, les mesures risquant de susciter des contestations sociales, comme, par exemple, le service minimum ou les mesures

contre les régimes spéciaux de retraites.

Cependant, à court terme, les paramètres antérieurs de la situation ne vont pas disparaître comme par enchantement. Cette élection n'a pas converti brutalement les Français au néolibéralisme et ils n'ont pas voté pour cela. La mise en oeuvre brutale d'une telle politique provoquera inévitablement des remous importants. La question qui se posera alors est de savoir si les mouvements sociaux qui existeront auront, comme par le passé, le soutien de l'opinion publique ou si celle-ci considérera qu'après tout il faut laisser sa chance au nouveau gouvernement.

Autre point d'interrogation, quelle sera la stratégie précise de Nicolas Sarkozy ? Mettra-t-il en oeuvre une stratégie visant à provoquer un affrontement central décisif pour battre le mouvement social comme l'avait réussi Margaret Thatcher avec la grève des mineurs de 1984 et comme Juppé l'avait tenté sans succès en 1995, ou se contentera-t-il plus prosaïquement de marquer des points limités sur la simple base du rapport de forces électoral ? La réponse à cette question tient en partie aux réactions qui vont avoir lieu après l'élection. Celle-ci provoquera-t-elle un abattement ou, au contraire, sera-t-elle l'occasion de créer une dynamique de résistance sociale capable de s'appuyer sur une majorité de l'opinion publique ?

Avant même d'être intronisé, le nouveau président a décidé de recevoir des organisations syndicales pour discuter de la « méthode » pour mettre en oeuvre les mesures qu'il préconise. Il se serait engagé à nouer un dialogue social avant toute prise de décisions. La vigilance s'impose.

Résister et proposer des alternatives !

Dans cette situation incertaine, deux points paraissent particulièrement importants. Le premier a trait à la bataille d'idées. Ce sera un des terrains sur lequel se construiront les rapports de forces globaux. Cette bataille doit évidemment d'abord porter sur les questions écono-

miques et sociales. Que ce soit sur la question des retraites, du contrat de travail, de la réduction du temps de travail, des salaires, du partage des richesses, etc, nous devons montrer que des alternatives aux mesures néolibérales préconisées par le nouveau président peuvent être mises en oeuvre.

Un dialogue social sélectif

Le nouveau président de la République a décidé, avant même son intronisation officielle, de recevoir les organisations syndicales. On ne pourrait que se féliciter d'un tel geste si ce dialogue ne commençait par exclure une partie du mouvement syndical. En effet ni la FSU, ni l'Union syndicale Solidaires n'ont été conviées à le rencontrer.

Une telle discrimination se situe dans la poursuite des comportements des gouvernements précédents, alors même que le candidat Sarkozy avait indiqué vouloir faire fortement évoluer les règles de représentativité syndicale.

L'Union syndicale Solidaires rappelle que la représentativité syndicale doit avant tout être fondée sur le vote des salariés. Elle regrette que le nouveau président de la République n'ait pas souhaité, pour ces premières rencontres, prendre en compte la réalité syndicale de notre pays.

Mais d'autres sujets, sur lesquels le mouvement syndical s'exprime peu, doivent faire aussi l'objet d'un travail d'éducation populaire. Le candidat Nicolas Sarkozy a défendu une certaine idée de la sécurité et de l'identité nationale qui attisait les peurs et surfait sur la xénophobie. Le combat frontal contre ses conceptions est une des conditions pour que la division des salariés constatée lors de ce vote ne se pérennise pas et n'ait pas pour conséquence un soutien aux mesures proposées par le nouveau président de la République.

Le second point porte sur la construction des ripostes nécessaires. Il faut d'ores et déjà s'atteler à la constitution d'un cadre unitaire de résistance et de vigilance. La constitution d'un tel cadre unitaire serait à même de créer un climat différent, de recréer une confiance dans les capacités de résistance, ce d'autant plus que, dans la période post-électorale, le rôle des organisations du mouvement social va redevenir prééminent.

Dans ce cadre, il serait utile que le mouvement syndical se dote d'objectifs communs et soit capable de proposer aux salariés des perspectives de mobilisations unitaires.